



Syndicat INTER87 FSU

44, rue Rhin et Danube

87280 LIMOGES

☎ : 05 87 41 62 29

✉ e-mail : inter87fsu@sfr.fr - <https://inter87fsu.fr>

Permanence tous les jours sauf le mercredi

CONFINEMENT :

Le « QUOI QU'IL EN COÛTE » devient « LE GRAND N'IMPORTE QUOI ! »

Quel BAZAR ! Alors que notre pays, comme toute l'Europe, est à nouveau plongé dans une catastrophe sanitaire annoncée depuis des mois par tous les spécialistes de la Santé, le Gouvernement, sous l'impulsion de MACRON a choisi son camp : l'Économie, « quoi qu'il en coûte ».

Ce quoi qu'il en coûte n'est en rien comparable à celui énoncé en avril 2020 par le Président de la République qui annonçait alors placer la santé et la sécurité de nos concitoyens comme « la priorité des priorités ». Il ajoutait « la santé n'a pas de prix » dans un discours solennel le 12 mars 2020.

Le confinement général décidé en mars dernier avait eu pour effet de diminuer considérablement la progression du virus. Des effets secondaires avaient été relevés comme la perte de repère chez nos anciens, le décrochage scolaire pour certains jeunes, le stress des professionnels de l'Enfance en danger, l'angoisse du lendemain pour les salariés. Mais les faits étaient là : La pandémie était en net recul !

Et puis, pour se remettre psychologiquement et économiquement de cet épisode douloureux, l'été arrivant, le brassage de la population a été autorisée et c'est bien logiquement (et sans aucune restriction) que les français ont pu profiter de leurs congés d'été.

Les régions ainsi épargnées par la COVID ont alors été atteintes par la pandémie rendant ainsi difficile la solidarité entre hôpitaux de pour soulager les services de réanimation déjà exsangues de l'Est, du Nord, et de la région parisienne.

Et aujourd'hui ?

En encourageant les français à continuer à se côtoyer au travail, à prendre les transports en commun, à autoriser les déplacements avec de multiples dérogations de déplacements pendant le confinement, tout en privant les français de leur temps libre, l'État démontre une nouvelle fois son incapacité à gérer une telle crise. Tous les spécialistes le disent : le confinement, sous sa forme actuelle, ne ralentira pas, ou très peu, la progression de la COVID. Les études prouvent que plus de 40% des contaminations se font au travail, à l'école et dans les transports (source RMC). Le Gouvernement annonce lui que moins de 1% des contaminations serait la cause de relations au travail. Idem pour les transports en commun !

Mais alors d'où viennent les 98% des autres contaminations ? Des Bars ? Des restaurants ? Des cinémas ? De la sphère familiale ? De la sortie du chien ? De la cueillette des champignons ?

En privilégiant le « boulot-métro-dodo », le Gouvernement reporte la responsabilité de l'extension de la pandémie sur le dos des citoyens. Mais le Gouvernement, et a fortiori le chef de l'État, ne sont-ils pas là pour orienter et aider les français à affronter cet épisode douloureux ? Si seulement 1% des contaminations se fait dans la sphère professionnelle, pourquoi alors la règle du télétravail est devenue une obligation partout où cela est possible ?

La situation des hôpitaux, cliniques et EHPAD est catastrophique et des agents positifs au virus mais asymptomatiques sont priés de venir travailler pour pallier au manque de personnels au risque de propager la COVID, comme au sein de l'EHPAD de Ladignac le Long où plus de 53 résidents (3 décès à ce jour), et près de 20 agents ont été touchés par le virus. L'Agence Régionale de Santé de Nouvelle Aquitaine cautionnerait ce mode de fonctionnement, ce qui est un comble !

Tout ceci est malheureusement la résultante d'une gestion catastrophique du système de Santé voulue par les gouvernements depuis plus de 30 ans. En limitant le nombre d'étudiants en médecine « grâce » au numerus clausus (supprimé enfin en 2019), la France s'est ainsi privée de personnels en nombre suffisant pour faire face à la tragédie que nous vivons aujourd'hui. La politique de rentabilité des établissements de Santé, par l'intermédiaire de fermeture de lits (69 000 lits supprimés en 15 ans, dont 3400 en 2019 !), conduit également à la difficulté rencontrée par les professionnels de santé d'accueillir les malades dans les hôpitaux, de reporter les interventions chirurgicales,...

Il est nécessaire de rétablir la confiance des français dans leurs institutions. Les attermoissements du Gouvernement et les ordres et contre-ordres ne peuvent perdurer. Les « décideurs » doivent tenir compte des avis des professionnels de la Santé, qui eux seuls peuvent déterminer avec exactitude l'efficacité de telle ou telle décision restrictive. Pour notre syndicat, l'économie ne pourra se relever que si les travailleurs qui contribuent à la richesse de notre pays bénéficient d'une protection sanitaire efficace, que les richesses soient mieux partagées.

Par la suite, il devient primordial que tous les acteurs économiques (patronat, syndicats, associations et pouvoirs public) s'accordent pour imaginer un monde différent en priorisant l'écologie, en revitalisant les repères et des valeurs morales qui faisaient autorité et organisaient le monde avant l'arrivée du profit et du quant à soi dans notre société.

Nos enfants doivent avoir la possibilité de vivre une autre forme d'économie, basée sur le respect de l'environnement et de l'être humain.

Nous n'avons pas toutes les cartes en main pour qu'un monde meilleur existe. Mais il appartient à chacun d'entre nous d'y contribuer.